



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMITÉ DES FORÊTS

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Rome (Italie), 23-27 juin 2014

TRAVAUX DE LA FAO DANS LE DOMAINE DES FORÊTS DÉCOULANT DU CADRE STRATÉGIQUE RÉVISÉ

I. INTRODUCTION

1. La trente-huitième session de la Conférence de la FAO, qui s'est tenue en juin 2013, a approuvé le Cadre stratégique révisé 2010-2019 ainsi que le Plan à moyen terme 2014-2017 et le Programme de travail et budget (PMT/PTB) 2014-2015 proposés par le Directeur général¹. Le Cadre stratégique comprend la vision de la FAO, les objectifs mondiaux révisés, les cinq nouveaux objectifs stratégiques, ainsi qu'un sixième objectif sur la qualité, les connaissances et les services techniques et les thèmes transversaux que sont la parité hommes-femmes et la gouvernance (voir l'annexe 1 pour les principaux éléments du Cadre de résultats de la FAO). Le PMT/PTB définit le Cadre de résultats en termes de résultantes, de produits et d'indicateurs de réalisation mesurables. La Conférence de la FAO a insisté sur le fait que les cinq objectifs stratégiques représentaient les domaines de travail sur lesquels la FAO allait concentrer ses efforts pour apporter son appui aux États Membres, et s'est félicitée de leur nature transversale, qui allait permettre à l'Organisation de travailler de manière multidisciplinaire et intégrée².

2. Les domaines d'action prioritaires de la FAO dans le secteur forestier ont été établis compte tenu de trois volets stratégiques majeurs:

- a) Le Cadre stratégique révisé et le nouveau Plan à moyen terme de la FAO, qui contient les cadres de résultats liés aux objectifs stratégiques de l'Organisation, et permet de mettre en place une réponse alignée sur les priorités de la région.
- b) Les tendances et enjeux qui influenceront sur le travail de la FAO dans le secteur forestier à moyen terme, durant la période 2014-2017.
- c) Les priorités régionales adoptées par les Conférences régionales, qui mettent en avant les besoins spécifiques de la région dans le cadre des objectifs stratégiques de la FAO et s'appuient sur les cadres de programmation par pays de l'Organisation.

3. Le Cadre de résultats de la FAO est fondé sur un nouveau cadre de suivi et d'évaluation de l'Organisation doté d'un ensemble distinct d'indicateurs pour trois niveaux de résultats

¹ C 2013/7 et 2013/3.

² C 2013/REP, paragraphe 96.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

interdépendants: les objectifs stratégiques, les résultantes et les produits de l'Organisation³. Ce cadre de suivi et d'évaluation renforcera les capacités d'établissement de rapports institutionnels de la FAO à partir de l'exercice 2014-2015. Le nouveau cadre ne peut pas être directement appliqué dans l'examen des réalisations du présent exercice 2012-2013 (voir la section II du présent document), mais il aidera néanmoins à déterminer les priorités de la FAO dans le secteur forestier.

4. Le rapport s'articule en trois parties:

- La section II donne un bref aperçu des réalisations de la FAO dans le secteur forestier durant l'exercice 2012-2013.
- La section III met en évidence les tendances de fond et les principaux enjeux qui apparaissent au niveau mondial et auront une incidence sur les activités de la FAO dans le secteur forestier à moyen terme.
- La section IV présente les domaines d'activité prioritaires de la FAO dans le secteur forestier au cours de la période 2014-2017, et montre comment ce travail répond aux objectifs stratégiques et leur est intégré.

II. RÉALISATIONS

5. Les activités de la FAO durant l'exercice biennal 2012-2013 ont porté sur les six principaux domaines d'activité représentés par les résultats de l'Organisation concernant l'Objectif stratégique E, et un soin particulier a été pris pour répondre aux recommandations antérieures du Comité et des commissions régionales des forêts. Le Rapport sur l'exécution du programme 2012-2013 de la FAO présente un résumé plus détaillé des réalisations⁴.

6. Les principales réalisations visant à renforcer la base d'information à l'appui de l'élaboration des politiques aux niveaux national, régional et international ont notamment consisté à recueillir les informations figurant dans les rapports nationaux à l'intention de l'Évaluation des ressources forestières mondiales et à aider les pays à évaluer l'état de leurs ressources forestières nationales et à utiliser les technologies de télédétection pour surveiller l'évolution des forêts exploitées.

7. La FAO a collaboré activement avec des institutions partenaires en vue de coordonner le recueil des données dans le cadre d'une initiative à plus long terme lancée par les organisations internationales s'occupant de la foresterie pour améliorer la cohérence et l'analyse des données tout en réduisant la charge de travail que représente l'établissement de rapports pour les pays.

8. Le Comité des forêts, les commissions régionales des forêts et les initiatives conjointes ont encouragé la coopération internationale et le dialogue. La participation aux réunions du Comité des forêts a augmenté de 10 pour cent par rapport à l'exercice biennal 2010-2011, et la participation des pays aux réunions des commissions régionales des forêts a augmenté de près de 10 pour cent. Les manifestations organisées par le Partenariat de collaboration sur les forêts ont donné naissance à au moins cinq grandes initiatives conjointes.

9. La FAO a organisé deux manifestations de première importance au Sommet Rio+20, qui ont attiré plus de 500 participants, et elle a mis sur pied le Forum mondial sur les paysages, qui est une plateforme mondiale sur le rôle des forêts et de l'agriculture dans l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé le 21 mars «Journée internationale des forêts», qui a été célébrée dans le monde entier.

10. En 2012-2013, pour améliorer le processus d'élaboration des politiques, de la législation et des plans forestiers, la FAO a utilisé le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux, financé par des fonds extrabudgétaires, dans 53 pays afin de permettre à un plus large éventail de parties prenantes (petits exploitants, communautés et populations autochtones) de contribuer à la formulation des plans forestiers nationaux tout en fournissant un appui direct aux pays dans les phases d'élaboration et de mise à jour de ces plans. En septembre 2012, le Mécanisme et le programme «Growing Forest

³ CL 148/3, Ajustements à apporter au Programme de travail et budget 2014-2015, paragraphes 40-70, et PC 115/2, Progrès réalisés dans l'exécution du Plan à moyen terme 2014-2017, annexes 1 et 2 (www.fao.org/pwb)

⁴ C 2015/8, PIR 2012-2013, paragraphes 117-132 et annexe web 4: www.fao.org/pir

Partnerships», qui étaient étroitement liés, ont été fusionnés pour créer le «Mécanisme forêts et paysans».

11. Toujours en 2012-2013, la FAO a appuyé le Gouvernement chinois dans la réforme de son régime foncier forestier, notamment en organisant des séances de formation sur les aspects juridiques et institutionnels du transfert de propriété, ainsi que sur les méthodes participatives, dont ont bénéficié plus de mille forestiers et d'autres responsables.

12. La FAO a élaboré et publié de nombreuses directives sur des questions ayant trait à la santé des forêts, à la gestion des forêts et à la gestion incendies de forêts, à l'appui de la gestion durable des ressources forestières. Les directives sur la gestion des incendies de forêts ont été complétées par des formations, et elles ont été adoptées par (10) pays. Une réalisation mérite d'être notée: la publication du Guide pour la mise en œuvre des normes phytosanitaires dans le secteur forestier, qui entend contribuer à la lutte contre la propagation des ravageurs forestiers. Un cours interactif en ligne a été expérimenté dans plus de 50 pays et des premiers changements positifs dans l'élaboration des politiques et la pratique ont déjà été constatés.

13. Une nouvelle plateforme en ligne, appelée «GlobAllomeTree», viendra à l'appui d'activités de recherche sur les changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, telles que l'accroissement du stock de carbone dans les forêts en augmentant le reboisement et en développant les bioénergies.

14. La FAO a établi plus de 20 partenariats avec le secteur privé et la société civile, dans le cadre desquels elle a fourni des conseils sur le développement des petites et moyennes entreprises basées sur les produits forestiers afin de promouvoir l'investissement dans les produits et services forestiers socialement responsables et durables. La FAO a également fourni un appui direct au renforcement des capacités des institutions pour élaborer des stratégies, des codes et des bonnes pratiques, et produire des statistiques sur le commerce. Elle s'est particulièrement intéressée aux études de marché par pays, à l'analyse des différentes options d'investissement, à l'amélioration de la commercialisation et au développement des entreprises.

15. Les activités de la FAO concernant le rôle environnemental des écosystèmes forestiers et des arbres en dehors des forêts ont porté notamment sur l'élaboration et la promotion de directives et d'outils sur la biodiversité des forêts, la gestion des bassins versants, l'agroforesterie et les changements climatiques, et ont visé à encourager les pays à réduire la déforestation et la dégradation des forêts. Plus de 60 pays mettent en œuvre les directives de la FAO sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité forestière, et 17 pays exécutent des programmes de lutte contre la déforestation et la dégradation de forêts.

16. Comme suite à une demande de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO a élaboré et publiera en 2014 un rapport sur l'état des ressources génétiques forestières mondiales, le premier du genre.

III. TENDANCES ET NOUVEAUX ENJEUX

17. Les tendances de fond et les nouveaux enjeux suivants ont été définis à partir des éditions 2012 et 2014 de la Situation des forêts du monde (SOFO), des processus internationaux en cours touchant les forêts, des recommandations de commissions forestières régionales les plus récentes et de la révision du cadre stratégique de la FAO. Ces nouveaux enjeux et tendances auront une incidence sur les forêts mondiales à moyen et à long terme et influenceront donc, à des degrés divers, sur les activités de l'Organisation dans ce domaine.

A. *Nouvelle approche de l'utilisation des terres: faciliter l'intégration des 4 composantes (forêts, alimentation, combustibles, fibres) d'une manière durable et compte tenu de la croissance de la population (voir les points de l'ordre du jour 5.2, 5.3, 5.5, 7.2 et 7.3)*

18. La nécessité de nourrir 9 milliards de personnes en 2050 ainsi que la demande croissante de bioénergies et de fibres exercent une forte pression sur une base de ressources naturelles qui s'appauvrit et qui est également menacée par le changement climatique. Il est donc impératif d'adopter une approche mieux intégrée de l'utilisation des terres pour que les objectifs relatifs aux forêts

(services environnementaux), à l'alimentation, aux combustibles et aux fibres soient réalisés d'une manière durable sans qu'aucun d'entre eux ne prenne le pas sur un autre. Une telle approche doit également tenir compte de la nécessité accrue de réduire les risques de catastrophe face à l'instabilité météorologique grandissante qui découle du changement climatique, et du rôle crucial que les forêts peuvent jouer à cet égard. Les services environnementaux fournis par les forêts concernant le climat, le sol, l'eau et la biodiversité sont de plus en plus importants en raison de la croissance démographique et des niveaux de vie.

19. La communauté internationale est invitée à prendre des mesures clés pour s'attaquer à ce problème, notamment les suivantes: une planification intégrée de l'utilisation des terres, qui optimise et harmonise la production; l'ajout de valeur et l'emploi tout en préservant les ressources naturelles et en réduisant les impacts potentiels des catastrophes; l'établissement d'un objectif «Zéro déforestation illégale»; la restauration du paysage forestier, y compris les systèmes agroforestiers; la gestion adaptative des forêts; une surveillance étroite des risques forestiers (incendie, sécheresse, vent, neige, ravageurs, maladies, espèces envahissantes); l'évaluation et le paiement des services environnementaux.

20. Il faudrait s'appuyer, pour que ces mesures soient efficaces, sur une gestion forestière mieux adaptée, fondée sur des données scientifiques et factuelles, et capable d'intégrer les différentes demandes tout en étant financièrement et juridiquement viable et socialement acceptable.

B. Augmenter la capacité d'adaptation des moyens de subsistance ruraux dans un environnement en mutation (voir les points 4.3, 4.4, 5.2, 5.6 et 7.3b de l'ordre du jour du Comité des forêts)

21. La pression démographique et la demande croissante de ressources naturelles et de terres constituent une menace pour les moyens de subsistance des populations, notamment celles qui dépendent des forêts. Les populations concernées sont souvent contraintes de migrer vers les villes, ce qui entraîne une augmentation du nombre de pauvres dans les zones urbaines et aggrave la pauvreté rurale persistante. Il est donc urgent d'agir pour améliorer les moyens de subsistance des populations rurales vivant dans et autour des forêts afin de réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire.

22. La communauté internationale est invitée à prendre des mesures clés pour s'attaquer à ce problème, notamment les suivantes: renforcer les régimes fonciers applicables aux ressources forestières ainsi que les droits d'accès des communautés locales et des petits exploitants à ces ressources, et établir un partage adéquat des avantages découlant de la gestion durable de ces ressources; améliorer les contributions des forêts et des arbres à la sécurité alimentaire et la nutrition des populations rurales; encourager le développement des petites entreprises forestières et faciliter l'accès aux marchés et aux fournisseurs de services; renforcer les organisations des producteurs agricoles et forestiers ruraux.

C. Contributions des forêts à la bioéconomie (voir points 4.2, 4.3, 4.5 et 7.3a de l'ordre du jour du Comité des forêts)

23. Il a été reconnu au Sommet Rio+20 qu'une économie verte, dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté, renforcera notre capacité à gérer les ressources naturelles de manière durable, améliorera l'efficacité des ressources et réduira le gaspillage. Les forêts ont un énorme potentiel qui pourrait leur permettre de contribuer à la croissance verte de manières diverses, notamment la construction écologique, qui fait appel au bois, au bambou et aux produits innovants dérivés du bois, et l'utilisation durable et efficace du bois de feu; elles peuvent également fournir des services environnementaux. De plus les emplois liés à l'écologie sont une alternative prometteuse, surtout lorsqu'ils sont liés à des investissements dans la gestion des connaissances. Il s'agira dans ce cas d'être conforme aux principes de l'emploi décent, tout en favorisant la transition entre emploi informel et formel et en renforçant les petites et moyennes entreprises.

24. La communauté internationale est invitée à prendre des mesures clés pour s'attaquer à ce problème, notamment en encourageant: les technologies innovantes de construction écologique fondée sur le bois, le bambou, le rotin et d'autres matériaux dérivés du bois; l'utilisation efficace du bois-énergie, y compris l'utilisation des technologies modernes de dendroénergie; la création d'emplois

décents en insistant sur l'application des normes de santé et de sécurité dans les activités menées dans les secteurs du bois et des forêts, et l'officialisation du travail informel dans le secteur forestier ; la valorisation des services environnementaux des forêts et la généralisation des systèmes de paiement pour ces services.

*D. Fournir des informations complètes et en temps opportun sur les forêts
(voir points 4.3, 5.3, 5.5 et 7.2 de l'ordre du jour du Comité des forêts)*

25. Les pays ont de plus en plus besoin d'ensembles importants et divers de données sur les forêts, l'utilisation des terres, les services environnementaux et les avantages socio-économiques que les forêts fournissent aux populations locales. Ces données sont essentielles car elles permettent de produire des statistiques plus fréquemment (par exemple, sur une base annuelle) et pour des zones géographiquement plus petites, afin d'informer les décideurs, de surveiller l'évolution de l'utilisation des terres et les forêts, et de faire rapport dans le cadre des processus régionaux et internationaux. Les informations recueillies doivent être intégrées dans des systèmes d'information forestiers permanents pour renforcer la cohérence.

26. La communauté internationale est invitée à prendre des mesures clés pour s'attaquer à ce problème, notamment la fourniture d'un appui aux pays en développement, dans le cadre, par exemple, de la coopération Sud-Sud, afin de mettre en place des systèmes de surveillance des forêts continus et autonomes, qui soient capables de produire des données comparables pour élaborer des politiques nationales, et de garantir la conformité avec les obligations d'établissements de rapports qui sont liées aux arrangements régionaux pertinents et aux accords environnementaux multilatéraux, notamment les Conventions de Rio et l'Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA) de la FAO.

*E. Moderniser la gouvernance des forêts
(voir les points 4.1, 4.5, 5.1, 5.3, 5.4 et 7.2 de l'ordre du jour)*

27. La qualité de la gouvernance est cruciale pour les forêts, car elles constituent une ressource qui peut être détruite facilement et rapidement par les incendies et les interventions humaines, mais qui met beaucoup de temps à se reconstituer après les perturbations destructrices. Or, les coûts de la gestion des forêts sont généralement pris en charge par quelques parties prenantes alors que les multiples avantages découlant des forêts bénéficient à l'ensemble de la société. De plus, la gouvernance doit être de qualité à tous les niveaux - local, national et international - si l'on veut éviter de prendre des décisions à court terme sur les forêts qui soient préjudiciables aux intérêts à long terme de la société. Cette gouvernance à plusieurs niveaux doit trouver un juste équilibre entre d'une part les risques à court terme (incendies) et les coûts (investissements), et les processus naturels à long terme, et de l'autre les avantages socioéconomiques locaux et les services environnementaux mondiaux. La gouvernance forestière moderne doit donc être également intersectorielle et participative, sachant qu'il est capital de trouver un juste milieu entre les différents intérêts, y compris ceux des générations futures.

28. Les processus décisionnels internationaux jouent un rôle croissant. Il est crucial, par exemple, que le programme de développement pour l'après 2015 prenne en compte tout l'éventail des avantages sociaux, économiques et environnementaux des forêts. Il conviendra donc d'élaborer des objectifs et des indicateurs qui reflètent ces contributions et permettent de les mesurer, tout en évitant d'aggraver la fragmentation de la gouvernance internationale des forêts, afin de parvenir à une approche globale, un ciblage précis et une masse critique.

29. L'urbanisation croissante est en train de changer la perception de la société sur les forêts et des politiques de communication dynamiques sont nécessaires pour mettre en place un environnement social favorable aux questions liées aux forêts. En outre, l'évolution accélérée des technologies et les mutations rapides de la société imposent de mettre progressivement en place des programmes de formation permanente dans toutes les disciplines.

30. La communauté internationale est invitée à prendre les mesures suivantes pour relever cet enjeu: développer le capital social en adaptant et en améliorant l'enseignement forestier à tous les niveaux et en renforçant les capacités des petits exploitants, des communautés et des organisations en matière de gestion des forêts et de commercialisation des produits forestiers; améliorer la mise en

œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale; renforcer les capacités des institutions forestières publiques et privées et les adapter aux nouvelles exigences; mettre au point des instruments financiers et des modes de financement adaptés qui appuient la gouvernance forestière moderne et encouragent la gestion durable des forêts en vue de réaliser différents objectifs; améliorer la communication sur l'importance des forêts et les avantages qui en découlent.

IV. TRAVAUX PRIORITAIRES EN 2014-2017

31. Les travaux prioritaires effectués par la FAO dans le secteur forestier à moyen terme sont définis à partir des tendances et des nouveaux enjeux décrits à la section III et référencés ci-dessous pour chaque objectif stratégique⁵. Les actions dans lesquelles la FAO peut jouer un rôle crucial conforme à son avantage comparatif sont exposées, en tenant compte des recommandations des commissions régionales des forêts⁶, afin de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Organisation.

Objectif stratégique 1: Contribuer à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

32. Comme l'ont souligné les participants à la *Conférence internationale sur les forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition*, qui a eu lieu au siège de la FAO en mai 2013, la contribution des forêts à la sécurité alimentaire et la nutrition est considérablement plus importante que ce que l'on pense habituellement. Afin de débloquer tout le potentiel des forêts dans ce domaine, la FAO:

- a) aidera les pays à utiliser des méthodes pour faciliter la collecte, l'analyse et la présentation des données sur les contributions des arbres et des forêts à la sécurité alimentaire et la nutrition (III, D) ;
- b) produira des données probantes dans le cadre des projets qu'elle appuie aux niveaux régional et national, notamment le programme sous-régional sur les forêts au service de la sécurité alimentaire, qui est en cours d'élaboration sous l'égide de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC)⁷, et le Plan de Convergence pour la gestion et l'utilisation durables des écosystèmes forestiers en Afrique de l'Ouest, qui a été récemment adopté par le Comité technique ministériel chargé des forêts et la faune de la CEDEAO⁸ (III B) ;
- c) fera mieux connaître le rôle des forêts dans la sécurité alimentaire et la nutrition à tous les niveaux, en partageant des connaissances et des informations, notamment les résultats de la conférence internationale (III B) ;
- d) accompagnera le passage de l'utilisation informelle et non durable du bois de feu pour la cuisson à une utilisation formelle et durable -, l'accent étant mis en particulier sur l'Afrique - tout en augmentant les quantités de bois disponibles, en contribuant à la consommation durable de ce combustible et en réduisant le temps consacré la satisfaction des besoins de la famille (III A et C).

33. La sécurité foncière est une condition préalable pour assurer une gestion durable des forêts, réduire la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire. L'adoption des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a été une étape importante, et leur mise en œuvre par les pays est essentielle si l'on veut renforcer la contribution des forêts à la sécurité alimentaire et la nutrition. À cette fin, la FAO:

⁵ Par exemple, la référence «III D» renvoie au nouvel enjeu D, *Fournir des informations complètes et actualisées sur les forêts*, tel qu'il est décrit à la section III du présent document.

⁶ Voir l'annexe 2.

⁷ Commission des Forêts d'Afrique Centrale

⁸ Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

- a) s'efforcera de mieux faire connaître et comprendre les directives volontaires aux intervenants des pays concernés afin qu'ils les mettent en œuvre dans le cadre des projets de développement (III E) ;
- b) facilitera l'intégration de la gouvernance des forêts dans le dialogue politique sur la gouvernance des régimes fonciers dans les pays (III E).

Objectif stratégique 2: Intensifier et améliorer de manière durable l'apport de biens et de services issus de l'agriculture, des forêts et des pêches

34. Des approches innovantes sont nécessaires dans les secteurs agricole, halieutique et forestier pour accroître la productivité, conserver les ressources naturelles et les utiliser de manière durable et efficace. Les activités de la FAO visant à accroître et améliorer la fourniture de biens et de services découlant des forêts mettront l'accent sur les domaines stratégiques décrits ci-après.

35. Surveillance, évaluation et analyses des forêts à l'appui des décisions fondées sur des données factuelles en matière de planification et de gestion des secteurs agricoles et des ressources naturelles des forêts. Les décisions en matière de politiques et de gestion doivent être prises sur la base d'informations fiables, en particulier lorsqu'elles se rapportent à l'utilisation et la conservation durables de ressources aussi diverses que les forêts. En conséquence la FAO:

- a) mettra un point final à l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2015 (III 4);
- b) appuiera la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour la conservation, l'utilisation durable et le développement des ressources génétiques forestières, et du suivi y afférent de l'État des ressources génétiques forestières dans le monde (III 4, 5);
- c) contribuera à l'élaboration de directives volontaires sur les systèmes nationaux de suivi des forêts, ainsi qu'à la mise au point de systèmes nationaux de suivi des forêts, conçus également pour fournir les informations nécessaires au suivi des programmes REDD⁹ (III A, D et E).

36. Processus de production durables et innovants. Il est essentiel de mettre en place des chaînes de valeur plus efficaces et ouvertes dans le secteur forestier et les marchés des produits et services forestiers afin d'accroître la contribution des forêts au développement socio-économique. Il faudra pour cela diversifier la production forestière et évaluer comme il se doit la contribution des forêts aux économies nationales. En conséquence la FAO:

- a) fournira un appui aux initiatives visant à renforcer la contribution des forêts à une économie «verte» dans des domaines comme la construction écologique, les produits biologiques et la production et l'utilisation efficaces et durables du bois-énergie (III C);
- b) encouragera la diversification, la production efficace et la commercialisation du bois et des produits forestiers non ligneux, ainsi que les services environnementaux des forêts;
- c) facilitera l'évaluation de la contribution des biens et services forestiers dans les comptes nationaux (III C);
- d) aidera les pays à mieux comprendre les nouvelles sources de financement des forêts, y compris les fonds forestiers et les paiements pour les services environnementaux, et contribuera à en améliorer l'accès (III E).

37. Approches multisectorielles de l'évaluation et de la gestion des services environnementaux. Les forêts fournissent une large gamme de services environnementaux qui sont la raison fondamentale de l'intervention de l'État et du financement public. La FAO aidera les décideurs et les gestionnaires forestiers à prendre des décisions éclairées dans ce domaine en:

- a) aidant les pays à se préparer à la mise en œuvre des programmes de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD);
- b) veillant à ce que des méthodes de gestion forestière polyvalente soient mises à disposition au moyen de la mallette d'outils de gestion durable; et
- c) en fournissant des conseils, des directives et un appui technique sur: la restauration et la réhabilitation des forêts par le biais du mécanisme de restauration des paysages forestiers;

⁹ Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts.

l'aménagement intégré des paysages montagneux; la gestion des bassins versants et l'adaptation aux effets du changement climatique; les systèmes agroforestiers et les forêts des zones arides (III A, D, E).

38. *Gouvernance des systèmes de production pour le secteur des ressources naturelles.* La FAO contribuera aux principaux processus de gouvernance des forêts en fournissant des analyses et des outils pour définir les moyens efficaces de répondre aux questions posées par la gouvernance, notamment le renforcement des institutions, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et l'application des lois forestières, la gouvernance et le commerce, la planification de l'utilisation des terres (III E) et les régimes fonciers.

39. *Mécanismes internationaux de gouvernance et instruments connexes pour la gestion durable des forêts.* Une gouvernance internationale est nécessaire lorsque les ressources ont une incidence à l'échelle planétaire (climat, biodiversité, bassins versants régionaux). La FAO interviendra dans ce domaine par l'intermédiaire de ses organes statutaires et directeurs, mais aussi en faisant appel aux mécanismes et instruments internationaux liés aux forêts, tels que le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), le Partenariat de collaboration sur les forêts, l'Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts et le Partenariat de collaboration sur la gestion durable de la faune (III E).

Objectif stratégique 3: Réduire la pauvreté rurale

40. Les forêts couvrent un tiers de la surface totale des terres dans le monde et sont concentrées dans des zones reculées, montagneuses et défavorisées. La contribution des forêts à l'atténuation de la pauvreté et au développement rural endogène dans les zones principalement forestières doit être considérablement renforcée. Il est crucial, dans ce contexte, de faciliter l'accès aux régimes fonciers forestiers et d'en traiter les problèmes. En conséquence la FAO:

- a) facilitera l'accès aux connaissances et aux informations qui permettront de mieux comprendre le rôle des forêts dans le développement rural durable et la réduction de la pauvreté, en accordant une attention particulière à la création d'emplois décents (III B et D) ;
- b) aidera les pays à mettre en œuvre les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, et surtout les lignes directrices connexes sur les régimes fonciers forestiers, notamment en renforçant les capacités (III E) ;
- c) apportera son appui, notamment aux petites entreprises et organisations de petits producteurs agricoles et forestiers, en utilisant le Mécanisme Forêts & Paysans (III B).

Objectif stratégique 4: Favoriser la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et efficaces

41. L'accès élargi aux marchés des produits forestiers provenant de forêts gérées de manière durable nécessite des politiques commerciales ouvertes et efficaces, un appui au développement des chaînes de valeur, une communication d'informations adéquates et une participation effective des pays aux accords, règlements et mécanismes internationaux liés aux marchés mondiaux et régionaux. À cette fin, la FAO:

- a) appuiera les efforts déployés par les pays pour améliorer l'application des réglementations forestières, la gouvernance et le commerce, en renforçant les capacités, en facilitant l'échange de connaissances et d'informations, et en encourageant la collaboration entre les secteurs public et privé sur les questions liées à l'utilisation des terres et aux régimes fonciers (III E) ;
- b) fournira des informations fiables sur les produits forestiers et leur commerce (III C);
- c) réalisera des études sur les perspectives du secteur forestier (III C et D).

Objectif stratégique 5: Améliorer la capacité d'adaptation des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise.

42. La capacité d'adaptation des ressources naturelles et celle des ressources sociales sont profondément interdépendantes. En effet, les forêts sont un outil qui peut jouer un rôle important dans l'atténuation des effets des catastrophes naturelles liées aux inondations, à l'érosion, aux glissements de terrain et aux avalanches ou tsunamis, mais elles sont aussi gravement touchées ou détruites en cas de catastrophes ou de crises sociales. En combinant des mesures de réduction des risques de catastrophe naturelle avec des mesures de préparation dans le domaine social et des réponses aux crises, on renforce la capacité d'adaptation, notamment lorsqu'elle est associée à des processus participatifs qui encouragent la participation active des intervenants. À ce sujet, la FAO:

- a) aidera les pays à mettre en œuvre une gestion intégrée et participative des incendies, une protection de la santé des forêts et une gestion des bassins versants, des programmes et des politiques, en les intégrant, le cas échéant, dans une approche élargie de gestion du paysage (III A);
- b) fournira des données mondiales sur l'existence de situations d'urgence liées aux forêts (III D);
- c) coordonnera la coopération et les échanges mondiaux sur la gestion intégrée des incendies, la gestion des bassins versants et la protection et la gestion de la santé des forêts (III A);
- d) élaborera des méthodes et des documents d'orientation pour aider les sociétés à prévenir et contrôler les situations de catastrophes naturelles et à se préparer à atténuer leurs effets en comprenant mieux le rôle des forêts et des arbres dans la gestion des risques de catastrophe (III A).

43. Le rôle des arbres et des forêts dans les situations humanitaires et d'urgence est de plus en plus reconnu, ainsi que la nécessité d'établir un lien entre le développement socio-économique et la gestion des arbres et des forêts pour prévenir et atténuer les catastrophes. À ce sujet, la FAO:

- a) participera à des évaluations multisectorielles (niveau L3) des situations post-catastrophe pour définir les impacts sur les arbres et les forêts (III B);
- b) élaborera et mettra en œuvre des propositions relatives aux forêts et aux arbres qui contribuent à satisfaire les besoins découlant de la situation post-catastrophe, et établira un lien avec les besoins futurs en matière de prévention et de développement (III B);
- c) produira et diffusera des documents d'orientation pour élaborer des mesures liées aux arbres et aux forêts dans les situations post-catastrophe (III B).

Objectif 6: Qualité, connaissances et services techniques

44. Dans le contexte du Cadre stratégique multidisciplinaire de la FAO et du renforcement de la décentralisation, il est extrêmement important de pouvoir garantir et améliorer la qualité technique et l'excellence des travaux effectués dans le domaine forestier afin de réaliser les objectifs souhaités. La FAO doit également continuer à jouer un rôle important dans l'architecture forestière internationale afin d'aider les Membres à reconnaître l'importance des forêts et des arbres et à en faire un usage approprié pour réaliser les trois objectifs mondiaux de la FAO. En conséquence, la FAO continuera:

- a) d'appuyer le Comité des forêts, les six commissions régionales des forêts et d'autres organes statutaires relatifs aux forêts, notamment pour renforcer leur interaction avec d'autres organismes et processus tels que le FNUF et le Partenariat de collaboration sur les forêts (III, tous les enjeux, en particulier E);
- b) produira la publication biennale phare «Situation des forêts du monde» afin de mettre en évidence les nouveaux enjeux et tendances auxquels fait face le secteur forestier, et de contribuer au débat sur les moyens d'y apporter une réponse (III, tous enjeux confondus);
- c) utilisera le réseau technique forestier interne pour que l'excellence, la qualité et l'innovation soient la règle dans le secteur et dans tous les bureaux de l'Organisation (III, tous enjeux confondus);

- d) communiquera et gèrera efficacement les informations qui seront utiles pour l'exécution des programmes et la fourniture d'avis techniques (III E);
- e) fournira des intrants forestiers pour améliorer les méthodes statistiques, renforcer les capacités et les institutions statistiques nationales et améliorer la possibilité de comparer les données, la coordination étant assurée par le statisticien en chef de la FAO (III D).

V. POINTS À EXAMINER

45. Le Comité des forêts joue un rôle essentiel dans la définition des travaux prioritaires de la FAO dans le secteur forestier, car il contribue à la formulation et la mise en œuvre du Plan à moyen terme (PMT) de la FAO. En conséquence, le Comité est invité à:

- a) fournir des avis sur les tendances et les nouveaux enjeux qui se dessinent;
- b) mettre en avant les principales priorités du secteur forestier qui répondent aux tendances et aux enjeux et contribuent à la réalisation des objectifs stratégiques de la FAO;
- c) demander aux pays de faire en sorte que les cadres de programmation par pays intègrent les priorités des gouvernements dans le secteur forestier afin d'améliorer l'impact dans les pays.

Annexe I: Principaux éléments du cadre de résultats de la FAO

Vision de la FAO

Un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans lequel l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer le niveau de vie de tous, en particulier des plus pauvres, d'une façon durable sur les plans économique, social et environnemental.

Les trois **objectifs mondiaux des États Membres**:

- éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition et bâtir progressivement un monde offrant à tous la possibilité de disposer à tout moment d'une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires et de mener ainsi une vie saine et active;
- éliminer la pauvreté et favoriser le progrès social et économique pour tous en augmentant la production alimentaire, en favorisant le développement rural et en promouvant des moyens d'existence durables;
- gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles, y compris la terre, l'eau, l'air, le climat et les ressources génétiques, pour le bien des générations présentes et futures.

Objectifs stratégiques

- 1) Contribuer à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
- 2) Intensifier et améliorer de manière durable l'apport de biens et de services issus de l'agriculture, de la foresterie et des pêches.
- 3) Réduire la pauvreté rurale.
- 4) Veiller à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces aux niveaux local, national et international.
- 5) Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise.

Objectif supplémentaire

Qualité, connaissances et services techniques.

Thèmes transversaux

- Parité hommes-femmes.
- Gouvernance.

Fonctions essentielles

- 1) Apporter un appui aux pays dans l'élaboration et la mise en œuvre d'instruments normatifs, tels que accords internationaux, codes de conduite, normes techniques et d'autres.
- 2) Rassembler, analyser et contrôler les données et l'information dans les domaines relevant du mandat de la FAO et en améliorer l'accès.
- 3) Favoriser, promouvoir et faciliter le dialogue sur les politiques aux niveaux mondial et régional et national.
- 4) Apporter conseils et appui en vue du renforcement des capacités au niveau régional et au niveau des pays pour préparer, exécuter, contrôler et évaluer des politiques, des investissements et des programmes fondés sur des données factuelles.
- 5) Donner des avis et fournir un appui concernant les activités qui permettent de rassembler et de diffuser les connaissances, les technologies et les bonnes pratiques relevant du mandat de la FAO et d'en améliorer l'assimilation.
- 6) Faciliter la création de partenariats entre les gouvernements, les partenaires de développement, la société civile et le secteur privé, en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'agriculture et du développement rural.
- 7) Mener des actions de sensibilisation et de communication aux niveaux national, régional et mondial dans les domaines relevant du mandat de la FAO.

Objectifs fonctionnels

- Activités de diffusion.
- Technologies de l'information
- Gouvernance, contrôle et direction de la FAO
- Administration efficiente et efficace.

La version française du document complet, y compris l'annexe II, sera disponible prochainement.